

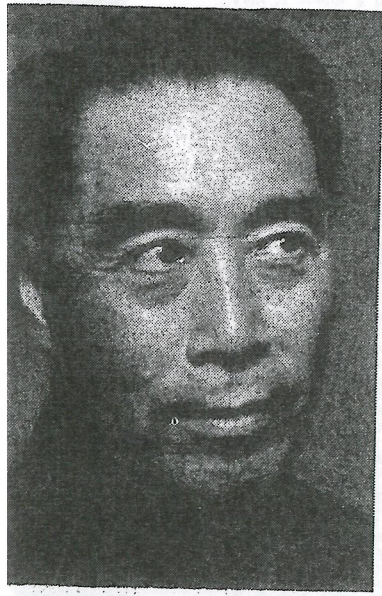
# VOUS NE POUVEZ PLUS IGNORER ÇA...

# france Observateur

2<sup>e</sup> Année. - N° 599. - Jeudi 26 Octobre 1961

1 N. F.

## LA SURPRISE du congrès



es délégués au XXII<sup>e</sup> Congrès ne s'attendent pas à voir rebondir le conflit soviéto-ais, nous télégraphie de Moscou R. Uboldi, ont vite établi le lien entre ce conflit et aque contre le « groupe antiparti ». aura-t-il maintenant des procès ? Serge et évoque le problème dans son analyse a politique khrouchtchevienne. fin, Claude Cadart fait le point de l'albanaise.

## Planning familial A PARIS



Le vendredi 27 octobre marquera une date dans la jeune histoire du Birth-Control. C'est ce jour-là que sera ouvert, pour la première fois à Paris, un « Centre d'information du Mouvement français pour le planning familial ».

« Planning familial », « maternité heureuse », « contrôle des naissances », ce sont là des notions avec lesquelles le public français, après celui de tant d'autres pays, va pouvoir commencer à ce familiariser.

C'est le problème du droit à la liberté de la conception qui se trouve maintenant posé. (Lire, page 17, l'article de Michel Friedman.)



Y a-t-il eu, lors des manifestations algériennes de la semaine dernière, beaucoup plus de morts que la police ne l'a avoué ?

Les journaux gouvernementaux commencent à parler eux-mêmes des scènes incroyables de violence qui se sont déroulées, cette fois, non pas à Alger, mais à Paris.

Eve Dessarre a vu les Algériens de Nanterre et Henri Kréa, qui est lui-même Algérien, a parlé avec les ouvriers français de Billancourt.

## LA GRÈVE DE M. BURON

# UNIS : CE QU'À VOULU DIRE BEN KHEDDA





**D**ÉPUIS le début de la semaine, le bidonville de Nanterre recommence à vivre. Ce quadrilatère de misère, ravagé de tristesse et d'exactions, a des allures de convalescent.

Quelques rescapés commencent à parler, et l'envoyé de France-Soir les a interrogés : « Je m'appelle Boualia Maffoud. J'ai 27 ans. Je travaillais comme manœuvre spécialisé dans une entreprise de travaux publics. Mardi, je rentrais à Nanterre, mais on m'a arrêté près du Châtelet, puis conduit au commissariat. On m'a battu. On m'a encore battu à Vincennes. Hier matin, à 9 heures, pourtant, on m'a dit : « Tu es libre. » Ce matin, je suis allé à l'hôpital de Puteaux, on m'y a fait ces examens. »

Voici maintenant Mohamed Ben Chenouf : « J'ai 26 ans. J'ai cinq enfants. Je suis manœuvre spécialisé dans une entreprise de travaux publics rue Philippe-de-Girard. J'ai été conduit avec les autres à la porte de Versailles. On m'a battu, bien sûr, mais ni plus ni moins que les autres. C'est seulement hier que l'on m'a dit que je pouvais partir. Je suis retourné travailler ce matin. Quand j'ai expliqué à mon patron que la police m'avait retenu pendant six jours, il m'a débauché. Je ne suis pas le seul. »

Quand on pense que ces citations sont extraites de France-Soir, qui les a d'ailleurs fait disparaître de sa 2<sup>e</sup> édition, on se demande ce qui s'est réellement passé...

Mais voici que même le Figaro s'y est mis. Les gens qui pensent bien n'apprendront pas sans étonnement, en lisant leur journal de lundi, que « les nombreux témoins des manifestations de ces derniers jours ont pu constater que, sauf de très rares exceptions, les manifestants algériens se laissent appréhender sans la moindre résistance. La police ne fait d'ailleurs état d'aucune arme saisie. Or, il résulte de diverses indications précises et portées à notre connaissance, que le nombre de blessés musulmans serait très élevé ».

Dans le Monde, daté du 24 octobre, le directeur d'une usine parisienne écrit :

« J'emploie à longueur d'année cinq ou six travailleurs algériens... Depuis un mois, ils sont successivement tous arrêtés, battus et libérés au bout de trois ou quatre jours. Certains vont voir un médecin et obtiennent des arrêts de travail variant de dix jours à un mois... »

« Hier soir, on a arrêté, à 10 heures du soir, il est vrai, l'un de ces employés, chez moi, depuis quatre ans, dans l'intérieur d'un bar où il buvait un café avec sa femme (...). Je le reverrai sans doute comme tous les autres, le visage tuméfié et les marques de coups sur le corps. »

« J'ai honte... »

## La marche du désespoir

Cela commence par des coups de téléphone, des voix angoissées qui demandent : « C'est pourquoi faire ? », vous conseillent : « Venez en métro ou, à la rigueur, en taxi. Sinon, vous serez malmenée et gardée au commissariat pendant plusieurs heures. » Voilà des précautions élémentaires à prendre, seize ans après le départ des Allemands de France, quand on a envie de savoir pourquoi trente mille hommes se sont mis en marche dans les rues de Paris, pourquoi presque autant de femmes les ont imités, deux jours plus tard.

### Les gardiens de l'ordre

Nous sommes en banlieue, dans une de ces localités où les immeubles neufs poussent comme des champignons. Les occupants ne paraissent pas s'offusquer de la présence, sous leurs fenêtres, de cubes bricolés avec des briques ramassées Dieu sait où, de clapiers confectionnés avec des planches en mauvais état et qui abritent jusqu'à dix personnes.

Devant moi, trois jeunes filles. L'une, dépeignée et en canadienne, s'excuse :

« Je n'ai pas pu me laver, ce matin. Vous comprenez, deux nuits, je couche au bidonville, chez des femmes musulmanes. Elles ont peur de rester seules, depuis qu'on a embarqué leurs époux. » Pourquoi elle n'a pas pu se laver ? Le terrain vague sur lequel sont entassées 250 familles dispose d'un seul point d'eau...

Au cours de la nuit précédente, les harkis ont effectué une descente, battu jusqu'au sang plusieurs hommes, emmené quelques autres et, pour compléter la mesure, brisé le misérable mobilier dans plusieurs « habitations ». Ce matin (1), un car de police a empêché l'entrée du bidonville à la camionnette du laitier qui passe, en principe, une fois par jour. Les gardiens de l'ordre Pont menacé de le rouer de coups s'il vendait du lait aux « ratons ». La jeune fille baisse la tête :

(1) C'est-à-dire le 21-10-61.

Après les manifestations F. L. N.

# AUCUN FRANÇAIS

Le Monde du lendemain relatait qu'à Argenteuil deux cadavres de Nord-Africains avaient été retirés de la Seine, les mains et les jambes liées avec des fils électriques. Et la note qui suivait faisait écho à l'opinion selon laquelle la responsabilité de certaines exécutions sommaires d'Algériens incomberait à la police.

C'est volontairement que je m'abrite derrière toutes ces citations de journaux qui n'ont pas été saisis.

Ce n'est pas qu'à France Observateur, nous manquions de témoignages. J'ai sous les yeux un dossier qui énumère avec précision les noms d'un certain nombre d'Algériens arrêtés depuis deux mois, l'état dans lequel ils furent retrouvés — quand ils le furent. Je viens de recevoir dans les bureaux du journal plusieurs gardiens de la paix, tous anciens résistants, qui sont venus nous raconter spontanément ce qu'ils ont vu des événements de la semaine dernière.

Ce qu'ils racontent dépasse, en horreur, l'imaginable. Les flaques de sang du boulevard Bonne-Nouvelle, les Musulmans couchés sur le pavé de Courbevoie ou de Nanterre, n'ont été que les signes tragiques d'une situation plus ancienne, qui restait enfouie dans l'obscurité où se cachent la plupart des hontes sociales, mais que les manifestations F.L.N. ont révélées. Il faut d'abord savoir que pour un Algérien arrêté, un passage à tabac, même sévère, est une chance extraordinaire : comme me le disait atrocement l'un d'entre eux, pour me raconter comment il « s'en était sorti », « il n'y eut qu'un simple matraquage de routine ».

Il faut aller plus loin. Nos informations nous permettent de poser publiquement un certain nombre de questions.

1° Est-il vrai que, depuis plusieurs semaines, la police met sur le compte des règlements de comptes F.L.N.-M.N.A. des disparitions d'Algériens qui lui sont imputables ?

2° Est-il vrai que certains commissariats de police parisiens sont devenus des lieux comparables aux locaux de la police d'Alger, du temps de Massu ?

« Cela devient infernal pour eux. On n'épargne plus personne. Moi-même, j'ai reçu hier soir quelques coups de matraque pour avoir assisté par hasard à l'embarquement de plusieurs hommes. J'ai vu de mes yeux les épiceries saignées par les policiers, au cours d'un de leurs raids. »

Par la suite, je m'aperçus qu'elle n'exagérait pas. Les clôtures brisées et les portes défoncées sont là qui témoignent qu'elle a dit vrai.

« Les manifestations ? Evidemment, ils ont marché parce que c'était le mot d'ordre du F.L.N. Mais, ils auraient tenté n'importe quoi, sans directive d'aucune sorte. Tout bonnement, parce qu'ils n'en peuvent plus. Ce ne sont pas seulement les toutes dernières mesures de discrimination raciale, comme le couvre-feu, etc. Depuis leur arrivée en France, ils vivent dans des conditions inimaginables. Dix pour cent seulement des familles disposent d'un logement décent... Et puis, en quittant l'Algérie, ils croyaient en toute sincérité que « les Français de France, ce n'est pas pareil à ceux de chez eux. »

Elle me cite dix cas, comme celui de ce ménage relégué : un camarade de travail parisien de l'homme lui rendit visite, un dimanche. Ensuite, la femme n'en finit plus de raconter avec fierté aux voisins : « Vous voyez bien. De vrais Français viennent chez nous. Nous ne sommes pas des sauvages. »

A présent, ils ne sont plus si sûrs qu'il y ait une différence entre la métropole et l'Algérie. Le racisme en France prend des formes immondes. L'autre jour, pendant des rafles dans la gare Saint-Lazare, de braves citoyens « paisibles et respectables » volaient au secours des policiers, les encourageaient dans leur chasse : « Hé, vas-y là-bas. Y en a encore un qui cherche à se défilier ! »

### « Nous n'avons plus rien à perdre »

« Ça ne peut pas continuer ainsi. Nous n'osons plus nous rendre à notre travail, surtout la nuit. Nous sommes arrêtés à la sortie du chantier ou de l'usine... »

Ceci, je l'ai entendu dix, vingt fois. « Ce n'est plus tenable... » mots qui reviennent comme une obsession, chez les femmes qui commencent par se sauver devant moi, chez les hommes en chandails troués et pantalons de travail. La présence de la jeune fille en canadienne qu'ils connaissent les rassure, petit à petit.

J'entre dans les pauvres chambres où la mère, le père et une ribambelle de gosses dorment ou mangent. Dans trois sur quatre de ces campements, les carreaux manquent aux fenêtres. La plupart ont été brisés, au cours des dernières « ratonnades ». Il va de soi que l'électricité n'est installée nulle part.

Dans le crépuscule qui tombe vite en cette saison — et, ensuite, ce sont les longues heures d'attente angoissée que tant de gens n'ont pas ou ne devraient pas avoir oubliées en France — ils répètent, sans se

3° Est-il vrai que le bilan de la répression civile de la semaine dernière s'élèverait à 25 1 comme le bruit en court dans les milieux infor

4° Pourquoi a-t-on refusé aux journalistes q avaient fait la demande le droit de visiter les c de triage de Vincennes et du Palais des Sports

L'horrible réalité a éclaté aujourd'hui au commissariats de police et hors des camps d nement. Aucun Français ne peut plus déso dire : « Je ne savais pas. Je n'ai pas voulu cel

### La vérité sur les Algériens de France

Aucun Français ne pourra, non plus, di jour : « Je n'avais pas compris. » Les violence cières, les mesures discriminatoires et racist gouvernement, et notamment le couvre-feu dien, ont porté la passion nationale des Alg à son point d'effervescence. L'Algérien de Na ou de Saint-Denis ne peut plus se borner à ap ses sympathies et ses cotisations au F.L.N. ; aussi sortir du ghetto où on l'enferme, ad publiquement son existence, c'est-à-dire sa d l'emprise du F.L.N. sur les Algériens de F c'est, pour l'essentiel, aussi simple que cela. manifestations organisées la semaine dernière maient cette dignité nationale de façon plu tique et plus intelligente que l'abandon à l' nage du terrorisme.

Car elles comportaient aussi un appel à l' Po française, une « main tendue à la gauche » n un militant algérien.

Et ici il faut s'expliquer clairement : d Journal, nous ne sommes pas suspects d'avoir confondu le combat du F.L.N. et celui de la française. Nous l'avons dit quand la questio posée il y a un an. Mais le problème n'est pa ne s'agit pas pour la gauche d'affirmer une rité abstraite ou inconditionnelle avec le F. ne s'agit même pas de réfléchir à long ter

lasser : « C'est intenable. Nous avons partici manifestation, parce que, de toute façon, ça n plus être pire. Quand il fait noir, personne i plus, même pour chercher dix min »

Tous ont des voisins, partis en savates pou acheter un kilo de sel chez l'épicier du coin ne sont plus revenus.

Ils disent : « Maintenant, il ne reste plus qu'à le feu à nos « maisons » et à nous encercler.

C'est l'une de leurs hantises constantes. Par sur le « Centre de triage » de Vincennes, conservent plus le moindre doute. Tous n'y se aussi bien traités que ce malade, souffran ulcère à l'estomac. Il ne devait pas éveiller un picion particulière, puisqu'il logeait dans l' foyers pour Nord-Africains, ouverts par la ture. Après un de ces petits passages à tabac du tout qui précèdent d'ordinaire les vérifi de pièces d'identité, il fut simplement obli coucher pendant une semaine sans couvertu le sol cimenté... Ils ont appris à éviter aut possible les S.A.T. (Section d'assistance tec aux Nord-Africains), car sous cet euphémis se cachent que des commissariats de police.

Un garçon de seize ou dix-sept ans m'a dit, en blanc de rage rentrée : « Qu'on nous renvoie l'Algérie ! » que les Français, là-bas, rentren eux. »





# PEUT PLUS IGNORER ÇA !

les implications extérieures de la situation créée par les policiers de M. Papon : celles-ci sont pourtant évidentes en ce qui concerne les Français d'Algérie. Il s'agit de prendre la défense des travailleurs algériens, dont les libertés sont la caution des nôtres.

La chasse à l'homme qui s'est instaurée dans la région parisienne, ce n'est même pas la chasse au marocain ou algérien — c'est le racisme, à la fois sans honneur et sans efficacité.

Pour exorciser les paniques collectives qui alimentent ce racisme, il faut dire et redire la vérité. Il faut que les Français cessent d'être comme ces gosses de riches qui ne connaissent de Paris que la rue de Passy et les Champs-Élysées et n'ont jamais mis les pieds à Belleville ou à Gennevilliers. Eve Dessarre a passé une journée au bidonville de Nanterre : Voici comment vivent les Algériens de la région parisienne.

Et puis il fallait décrire aussi les réactions de l'opinion française aux événements de la semaine dernière. Un Algérien, Henri Kréa, est allé interroger les ouvriers de Boulogne-Billancourt. Nous lui avons recommandé d'être aussi objectif que possible, et la photographie qu'il nous ramène n'est pas précisément encourageante. Mais il a eu raison : il ne sert à rien de masquer ce qui existe. C'est une vérité vieille comme le monde que les malheureux ont du mal à s'unir, mais qu'ils aiment toujours à trouver et à haïr des hommes encore plus pauvres qu'eux. C'est aux organisations politiques et syndicales, à leur patient effort d'éducation qu'il appartient de transformer cet état de choses.

Déjà, la situation d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Très vite, les syndicats ont réagi contre la brutalité de la répression policière. Samedi et lundi, les professeurs et les étudiants ont manifesté. Plus de centaines d'intellectuels ont signé des manifestes qui appellent la population française à s'opposer à la montée du racisme. Une manifestation ouvrière a eu lieu à Boulogne-Billancourt. Mais c'est encore très peu.

A. DELCROIX.



Une jeune femme enceinte, belle avec son visage mince, blanc, aux très grands yeux sombres, murmure : « J'attends mon mari depuis quatre jours. Quand nous sommes allées manifester, c'est avec le mot d'ordre de réclamer la libération de nos hommes. C'est pourquoi j'en étais, malgré mon ventre. Vous, on serait bien retournés au douar, avant les derniers événements. Mais on n'a que cinq cents nouveaux francs par mois. Alors, comment payer le voyage ? Pour venir, on s'est embarqués, l'un après l'autre, d'abord mon mari, puis moi avec le premier-né, puis les parents. Mais on devra rentrer en loc. »

hez quelques-uns subsiste, malgré tout, l'espérance, peut-être, cela s'arrangera. Samedi matin, ils ont éprouvé un soupçon de soulagement et de joie, voyant réapparaître à peu près sains et saufs leurs femmes et leurs enfants qui avaient participé au défilé. Sains et saufs après avoir passé plusieurs heures dans les caves des commissariats ; après avoir goûté de la « collation », mentionnée avec un air de complaisance par certains journaux, qui consistait en un seau de lait et un seau d'eau pour les cent manifestantes ; après avoir, une fois à l'achée, dû déguerpir à une telle allure que beaucoup n'eurent pas le temps de revêtir convenablement leurs petits ; après avoir, pour quelques-unes, été plus fortunées que les autres, tenté de prendre des taxis dont aucun chauffeur ne voulut charger.

Cependant, les flambées d'espoir s'éteignent, une à une. Ce bidonville-là, comme les autres, n'est rien de mieux qu'un ghetto, coupé du monde et où règne la terreur. Personne n'y est épargné. On essaie de se protéger comme on peut contre les perquisitions, les descentes. Sur une porte rudimentaire, je lisais, tracé au charbon : X. — Maroc. La précaution ne sert pas à grand-chose. Personne n'est à l'abri, les Marocains pas plus que les Algériens.

Dans cette « ville » qui a l'air d'un cauchemar, la situation devient tragique. Les hommes craignent, après le coucher du soleil, d'emmener à l'hôpital aller chercher un médecin, et plusieurs enfants sont atteints de diphtérie. Comme les autres, les deux Français qui a commis le « crime » d'épouser un Algérien, ce qui lui valut des injures ignobles des policiers et transforme en supplice chaque démarche qu'elle doit effectuer à la Sécurité sociale, me questionnait, sur le point de pleurer : « C'est ça, la liberté ? »

Une Algérienne de vingt et un ans, à laquelle je demandais si, selon elle, la reprise des pourparlers avec le G.P.R.A. améliorerait sa situation, chuchotait : « Vous, nous, tous morts. Il restera de Gaulle et Ben Khedda. »

Eve DESSARRE.

## Le racisme est collectif, la solidarité individuelle...

Notre collaborateur Henri Kréa, Algérien lui-même, est allé à la sortie des usines et dans les ateliers. Tous ses interlocuteurs lui ont confirmé l'existence du racisme au sein de la classe ouvrière française elle-même ; mais il n'a pratiquement rencontré aucun ouvrier se déclarant raciste ; pour eux aussi, « les racistes, ce sont les autres ».

— Ne vous fatiguez pas. Ils ne sont pas responsables.

L'homme qui me parle, place Nationale, à la sortie de Renault, est un Algérien. J'ai commencé par lui demander ce qu'il pensait de l'enquête que j'entre-

Il allume sa Gauloise, penche la tête, et ajoute en souriant :

— Beaucoup de travailleurs français ignorent encore qu'une tragédie se déroule entre la France et l'Algérie. Les responsables sont les dirigeants ; ils se taisent. Et lorsqu'ils parlent ou écrivent, c'est trop souvent pour ne rien dire. Et personne n'écoute, quant au racisme, vous n'avez guère de mal à le découvrir ; il est partout, même chez ceux qui pleurent en regardant le film « Exodus ».

Ce qui vient de m'être dit, j'en aurai la confirmation un peu plus tard en écoutant une conversation. Ils sont quatre que j'ai installés autour d'une bouteille de vin blanc.

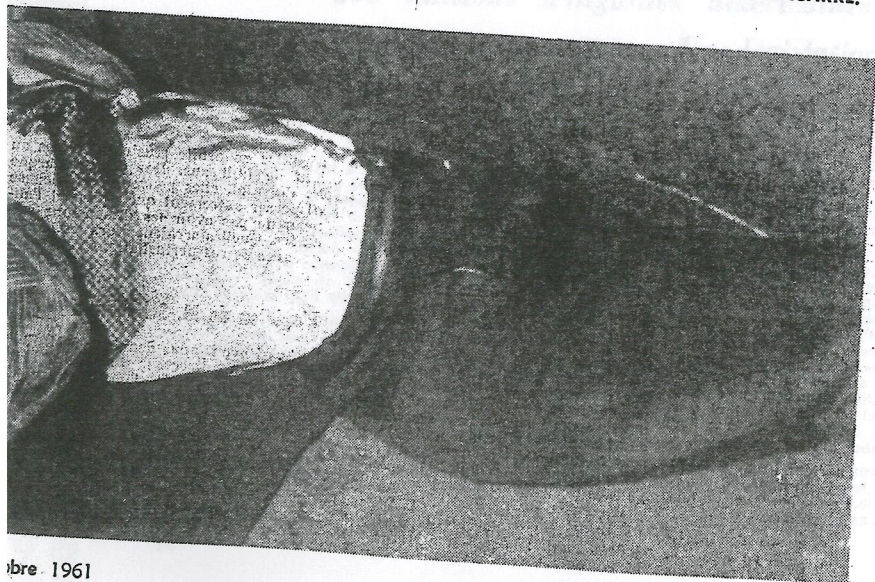
— Les manifestations ? Cela stupéfie les copains. Nous savions bien que ça devait arriver, mais la violence du choc a néanmoins été considérable...

Son voisin s'exprime plus carrément :

La semaine prochaine :

LES PIEDS NOIRS  
EN FRANCE

Un dossier de « France Observateur »





— Pourquoi mâcher les mots ; un très grand nombre de copains se sont réjouis des réactions gouvernementales. L'Algérie, on en a marre. Qu'elle devienne indépendante, que les Français de là-bas reviennent, que les Nord'Af repartent chez eux. Mais s'ils viennent flanquer la pagaille ici, alors tant pis pour eux. A la limite, il existe une réaction hostile aux Nord-Africains qui finit par l'approbation discrète des positions ultra.

— Exact. Ça été la même chose dans mon atelier.

C'est le plus jeune qui parle. Je saurai plus tard qu'il a fait son service en Algérie. Il continue :

— On nous a demandé de signer une pétition contre l'attitude de la police. L'atelier s'est coupé en deux ; les responsables syndicaux et les militants d'une part, le grand nombre d'autre part. Pour les premiers, il fallait signer et se solidariser avec les autres travailleurs ; pour les seconds, il faut renvoyer tout le monde chez soi et ne pas chercher à s'entendre avec les Arabes.

C'est au tour du plus vieux ; il s'exprime plus lentement et semble chercher ses mots :

— Oui et non, c'est plus complexe. Les propos que tu rapportes, je les ai entendus aussi. Mais les mêmes types qui disent cela protestent avec énergie lorsqu'un copain nord-africain de leur atelier a été brutalisé. Le racisme est collectif, la solidarité individuelle.

Le jeune reprend :

— Tu as raison. J'ai entendu aussi : « La guerre c'est la guerre ». J'ajouterais que j'ai vu beaucoup de types impressionnés par le courage des Algériens. On les déclare gonflés.

— Moi, je vais vous dire les choses d'une manière crue. Ce racisme de nos camarades vient de leur faux embourgeoisement. Les ouvriers français veulent avoir télé, réfrigérateur et désirent au fond s'identifier aux bourgeois qu'ils ne combattent plus guère. Ils ne se rendent pas compte qu'ils ne réussissent à avoir leur 4 CV qu'au prix d'un travail acharné, du travail de leurs femmes et souvent même de celui de leurs enfants.

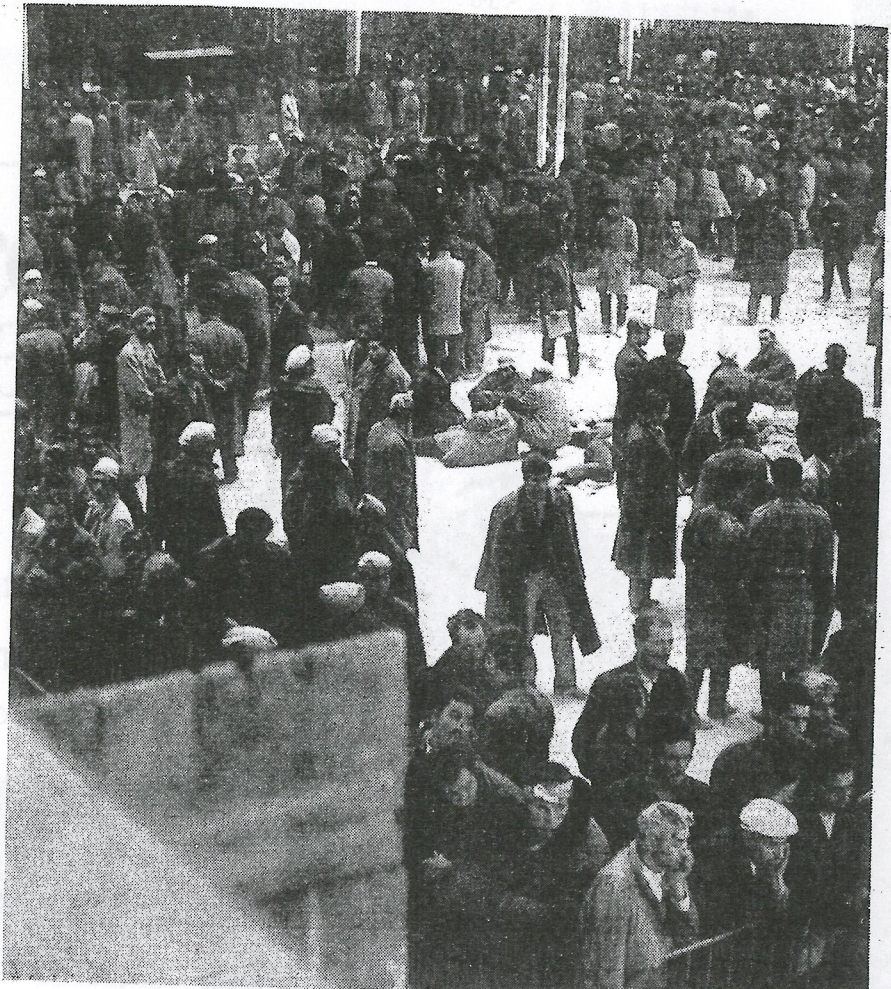
L'ancien reprend la parole. Toujours avec nuance :

— Il ne faut rien oublier. Le sentiment d'insécurité joue vis-à-vis des Algériens. Pour des camarades non formés, la cohabitation au début est difficile. Les attentats créent un climat de gêne. Il y a le sentiment informulé que le départ des Nord-Africains créerait une situation plus saine. Chez un certain nombre, la distinction va plus loin encore : ils admettent la guerre en Algérie, mais pas en France. Bien entendu, tout cela est faux ; mais pourquoi veut-on que les ouvriers français comprennent mieux que d'autres un problème que tous les responsables de toutes les politiques se sont entendus pour masquer.

J'interviens : — Que faire à votre avis ?

C'est le plus jeune. Je sens qu'il est approuvé par les trois autres ; la précision de sa réponse m'étonne un peu :

— Un nouveau 27 octobre ; il faut manifester, descendre dans la rue avec les étudiants, dire que nous voulons la paix. La protestation d'ouvriers français et d'étudiants aurait plus d'audience vis-à-vis de la population parisienne que les manifestations de nos camarades algériens.



LES ALGERIENS AU PALAIS DES SPORTS  
Cela ne vous rappelle rien ?

Nouveau silence, rompu seulement par quelques mots d'un cinquième personnage qui a écouté toute la conversation sans rien dire :

— D'accord avec les autres. Il y a du racisme, il y a un racisme profond. Mais ce n'est pas insoluble à condition que les directions syndicales prennent le problème à bras le corps. Nous ne pouvons plus être

spectateurs. On est toujours le « bicot » d'un autre. Mais si l'on veut réveiller les gens, les faire descendre dans la rue, il faut leur parler un langage compréhensible. Les libertés syndicales, la démocratie, tout cela est lié. Après tout, les Algériens nous ont réveillés.

Henri KREA.

## Une expérience contestée :

# l'opération West-Ford

350 millions d'aiguilles américaines autour de la terre • Les astronomes sont contre • Une législation de l'espace devient nécessaire

Un projet de l'Armée de l'Air américaine, connu sous le nom de projet West-Ford, du nom d'une des deux stations radio participant à l'opération, a été réalisé le 21 octobre dernier lorsque fut lancé, autour du globe, un satellite Midas destiné à semer dans sa course 350 millions d'aiguilles en cuivre. L'anneau ainsi formé constitue une bande métallique capable de réfléchir des signaux radio de faible longueur d'onde (environ 3,75 cm).

Cette expérience, dont on parlait depuis plusieurs mois dans les milieux scientifiques, avait déclenché la vive opposition des astronomes et des radio-astronomes. A leurs objections, les membres du Comité consultatif scientifique de la Maison Blanche ont répliqué par les arguments suivants :

• Les observations radioastronomiques ne sont aucunement menacées par la présence de cet anneau, puisque l'intensité de l'énergie qu'il réfléchit est

inférieure au seuil de sensibilité des récepteurs généralement utilisés.

• Cette remarque vaut également pour les observations optiques : on aurait pu craindre que cette couche d'aiguilles ne fit écran en certains points et n'obscurcisse le ciel. Les savants américains affirment que la partie la plus sombre du ciel ne sera pas ternie de 1 %.

• La présence de l'anneau ne gênera pas le lancement des satellites artificiels. L'anneau ne risque pas non plus, étant donné sa largeur (8 km) et son épaisseur actuelles (4 km), de brouiller leurs émissions à destination du sol.

• Enfin, tout a été minutieusement calculé pour que la présence de l'anneau ne dure pas au-delà d'une période allant de quatre à huit ans.

Que valent les arguments des partisans du projet ? Ils n'ont, en tout cas, pas convaincu leurs adversaires. Tous

les astronomes réunis en congrès par l'Union astronomique internationale, en août dernier, se sont unanimement prononcés contre l'expérience. L'American Astronomic Society, l'Union radio scientifique internationale ont fait chorus.

S'il est possible, déclarent les astronomes, que l'anneau ne menace pas directement les observations radioastronomiques, il risque, au voisinage de la fréquence réfléchie, sinon de les brouiller, du moins de les « parasiter ». Par contre, les experts sont d'accord pour estimer que l'anneau n'obscurcira pas le ciel : au contraire, ses aiguilles, constituant un milieu trouble, diffuseront la lumière et ajouteront à la brillance naturelle du ciel 2/10<sup>e</sup> de magnitude par degré carré.

Autre point soulevé par sir Bernard Lowel, directeur de l'observatoire de Jodrell Bank : la moindre erreur dans le lancement suffira à maintenir les

aiguilles en orbite plusieurs siècles au lieu de huit ans. De plus, remarque M. Piganol, elles peuvent très bien se disperser autrement que prévu et l'anneau ne pas avoir les dimensions calculées. Quelles seraient alors les conséquences de ces perturbations ?

### L'opinion de M. Schatzman

Aussi avons-nous demandé à M. Evry Schatzman, directeur de l'Institut d'Astrophysique de l'observatoire de Paris, de nous donner son avis sur l'expérience.

« L'expérience est, à mon sens, une grande imprudence. Sans aller jusqu'à la condamner dans les termes de Hoyle, qui a parlé « de crime », c'est une imprudence dans la mesure où elle peut, par ses conséquences, entraîner une certaine pollution incontrôlable de